

Regarder la dette en face

Ce que la France doit, ce qu'elle perd chaque année, et ce qui se passe si la croissance ne vient pas. Trois scénarios publiés, y compris le mauvais.

« Construire plutôt que promettre »

Ce que la France doit, et perd

La dette publique, fin 2025

≈ 3 460,5 milliards d'euros

soit 115,7 % de ce que le pays produit en un an

Le déficit, chaque année

152,5 Md€

dépensés de plus que gagnés

soit 5,1 % du PIB, en 2025

Personne ne peut effacer ce trou d'un coup.

Nous ne vous le promettons pas. Source : Insee, 2025.

Voici le point de départ, sans arrondi ni habillage. La France doit ≈ 3 460,5 ⁽¹⁾ milliards d'euros, et elle dépense chaque année 152,5 milliards de plus qu'elle ne gagne.

Ce n'est pas un chiffre de campagne : c'est celui de l'Insee, et c'est celui qui commande tout le reste du programme.

Insee, comptes des administrations publiques, 29 mai 2026 : dette 3 460,5 Md€ fin 2025, 115,7 % du PIB ; déficit 152,5 Md€. Insee, dette trimestrielle, 25 juin 2026 : 3 536,1 Md€ et 117,5 % fin mars 2026.

Réduire le découvert, pas promettre le miracle

L'engagement tient en une phrase, et elle est modeste exprimée.

- **En cinq ans, ramener le découvert autour de 100 milliards**, entre 80 et 120 selon la croissance. Pas zéro : cent. Un programme qui promettrait l'équilibre en un mandat mentirait. ⁽³⁾
- **La dette continuera de grossir en euros**, et nous l'écrivons. Ce qui baisse, c'est son **poids** : la part qu'elle représente dans ce que le pays produit.
- **Parce qu'on ne rembourse pas une dette en coupant, on la rembourse en produisant**. C'est pourquoi le premier engagement du programme est industriel, pas comptable.
- **Et les économies sont concentrées d'emblée**, tandis que les dépenses nouvelles montent progressivement : c'est ce décalage, et non un miracle la dernière année, qui permet d'atteindre 3 % en fin de mandat.

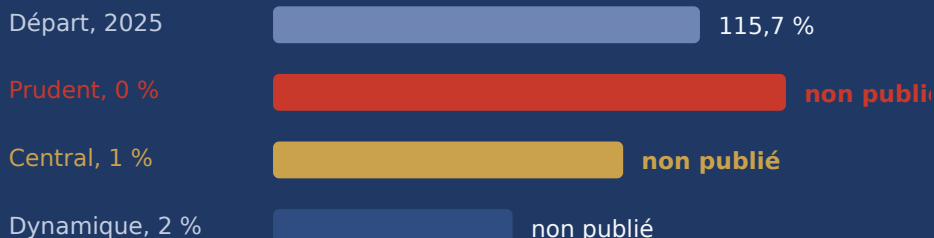
POURQUOI PAS ZÉRO

Ramener 152 milliards à zéro en cinq ans supposerait de couper l'équivalent du budget de l'Éducation nationale et de la Défense réunis. Personne ne le fera, et personne ne devrait le promettre.

(3) Insee, comptes des administrations publiques, 29 mai 2026 : intérêts 64,7 Md€ pour toutes les administrations ; Cour des comptes, avril 2026 : 51,58 Md€ pour l'État seul.

Même le mauvais scénario est écrit

déficit annuel ramené, selon la croissance ; ratios de dette à trente ans non publiés



charge d'intérêts selon la Cour des comptes, hypothèse de taux 3,8 % ; inflation 1,8 %

Le scénario où ça tourne mal est écrit noir sur blanc

À croissance zéro, l'effort à fournir est plus lourd, et nous l'écrivons

La plupart des programmes présentent une seule trajectoire, celle qui les arrange. Celui-ci en publie trois, avec leurs hypothèses de croissance, d'inflation et de taux d'intérêt.

Et il publie aussi le mauvais scénario. C'est ce qui distingue un chiffrage d'une promesse.

Le mauvais scénario est écrit, lui aussi

Un programme qui n'envisage que la réussite n'a pas été travaillé.

- **Scénario central, croissance à 1 %** : le déficit revient vers 100 Md€ par an. Le ratio de dette à trente ans n'est pas publié : il dépend de la croissance et des taux sur trente ans. ⁽⁵⁾
- **Scénario dynamique, croissance à 2 %** : le déficit se referme plus vite. C'est ce que produit la réindustrialisation si elle tient ses promesses.
- **Stress d'exécution, croissance nulle** : l'effort à fournir est plus lourd, et il faut faire plus. Nous l'écrivons parce que c'est possible, et parce qu'un lecteur a le droit de le savoir.
- **Et le scénario où l'on ne fait rien** : déficit laissé à 150 Md€ et croissance nulle, la dette continue de grossir sans jamais refluer. C'est la seule trajectoire qu'aucun programme ne publie jamais.
- **Toutes les hypothèses sont publiées** : taux, inflation, croissance. Chacun peut refaire le calcul.
- **Et le calcul n'a rien de mystérieux** : le poids de la dette monte quand le taux d'intérêt dépasse la croissance en valeur, et le déficit hors intérêts s'ajoute à cet écart. À 3,8 % d'intérêt contre 2,8 % de croissance en valeur, l'écart reste défavorable d'un point : c'est la baisse du déficit qui fait basculer la trajectoire.

CE QUE NOUS NE CACHONS PAS

À croissance zéro, aucun des engagements ne s'effondre, mais le désendettement recule de plus de dix ans. Le programme le dit avant l'élection, pas après.

(5) Calcul du programme : projection à trente ans, taux effectif ramené de 1,87 à 3 % en dix ans, croissance en valeur de 2,8 % au central ; 119 % du PIB en 2035, 120 % en 2055.

Ce que vous payez, ce que vous recevez

Une fois par an, comme un relevé bancaire

Ce que vous avez versé
impôt sur le revenu, TVA, CSG,
cotisations, et ce que votre
employeur a versé pour vous

Ce que vous avez reçu
école de chaque enfant, soins
remboursés, retraite acquise,
part des services collectifs

Les données existent déjà, toutes.

Le relevé : 0,12 Md€, puis 0,040 Md€ par an.

On ne réforme pas un pays qui ignore ce qu'il paie
et ce qu'il reçoit.

Demandez à dix personnes ce qu'elles versent à l'État et ce qu'elles en
reçoivent : aucune ne saura répondre. Ni les plus modestes, ni les plus
aisées.

C'est le cœur de la défiance. On ne réforme pas un pays qui ignore ce
qu'il paie et ce qu'il reçoit : chacun se croit le seul à donner.

Un relevé annuel, comme à la banque

La mesure la moins coûteuse du programme, et peut-être la plus utile.

- **Une fois par an, ce que vous avez versé** : impôt sur le revenu, TVA, CSG, cotisations, et ce que votre employeur a versé pour vous.
- **Et ce que vous avez reçu** : l'école de chaque enfant, les soins remboursés, la retraite acquise dans l'année, les prestations, votre part des services collectifs.
- **Les données existent déjà**, toutes, dans les fichiers de l'administration. Les relier a un coût : **0,12 Md€** de construction, puis **0,040 Md€ par an**.
- **Comment il est calculé, sans invention**. Les impôts directs et les cotisations sont connus à l'euro près, la TVA et les taxes indirectes sont estimées à partir de votre consommation déclarée, et les services collectifs, école, santé, sécurité, routes, sont répartis selon des **conventions d'allocation publiées** : par élève scolarisé, par acte remboursé, par habitant. La méthode est ouverte à la critique, c'est ce qui la rend crédible.
- **Il rendra le débat possible**. Beaucoup découvriront qu'ils reçoivent plus qu'ils ne croient, d'autres l'inverse. Dans les deux cas, on discutera enfin sur des faits.

POURQUOI C'EST DÉCISIF

Toutes les réformes de ce programme demandent un effort à quelqu'un. Aucune n'est acceptable si chacun se croit seul à payer pour les autres.

3,47 %⁽²⁾

le taux moyen des emprunts de l'État en 2026

Une dette ne coûte pas seulement ce qu'on a emprunté : elle coûte ce qu'on paie pour la garder. Et ce prix a triplé en trois ans.

Chaque point de taux en plus représente des milliards d'intérêts, versés avant la première dépense d'école ou d'hôpital. C'est la première raison de réduire le découvert : reprendre la main sur notre propre budget.

- La charge d'intérêts est projetée selon la Cour des comptes, sur l'hypothèse de taux de 3,8 % de la Cour des comptes.
- Elle est publiée dans les trois scénarios, pas seulement le meilleur.
- Et l'épargne des Français peut en financer une part ⁽⁴⁾, plutôt que des fonds étrangers.

Agence France Trésor, chiffres clefs de la dette de l'État, août 2026 : taux moyen pondéré des OAT émises en 2026, 3,47 %. Banque de France, projections du 16 juin 2026 : inflation 2,5 % en 2026, puis 1,7 et 1,8 %

Banque de France, épargne et patrimoine financiers des ménages, 21 mai 2026 : encours 6 590,5 Md€ fin 2025, flux net 128,4 Md€ ; au 31 mars 2026, 55,9 % des titres de dette de long terme des administrations publiques sont détenus par des non-résidents.

Emprunter à ses propres citoyens

Un pays qui finance sa dette avec l'épargne de ses habitants dépend moins des marchés.

- **Le Livret France garanti par l'État**, 50 000 € : l'encours est centralisé à la Caisse des dépôts et prêté à l'économie, en dette remboursable.
- **Le PEA productif et l'assurance-vie réorientée** : l'avantage fiscal va à ce qui finance la production ici, pas ailleurs.
- **Les Français épargnent plus de 6 500 Md€** : le problème n'est pas le montant, c'est l'orientation. Cette épargne finance aujourd'hui surtout de la dette d'État et des livrets sous l'inflation.
- **Rien n'est confisqué, rien n'est obligé**. L'État déplace un avantage fiscal ; vous restez libre de placer où vous voulez.

LE LIEN AVEC LA DETTE

Moins de déficit, c'est moins d'emprunts nouveaux. Une épargne mieux orientée, c'est une croissance qui rembourse. Les deux jouent sur le même dénominateur.

Ce que la dette nous interdit

On parle de la dette comme d'un chiffre. Elle se voit pourtant très concrètement : c'est ce qu'on paie avant de décider quoi que ce soit.

Les intérêts se règlent en premier, avant l'école, avant l'hôpital, avant la défense. Plus ils montent, moins il reste de choix, et moins un gouvernement gouverne.

-
- Une dette qui pèse, c'est un pays qui subit les taux au lieu de les négocier.
 - C'est une génération qui hérite d'une facture qu'elle n'a pas votée.
 - Et c'est la première raison de produire davantage : on ne rembourse pas en coupant.

Reprendre la main sur notre propre budget

Réduire le poids de la dette n'est pas un objectif comptable : c'est une reconquête de liberté.

- **Chaque milliard d'intérêts est un milliard qui ne recrute personne**, ne rénove aucune école et n'ouvre aucun lit d'hôpital. C'est la dépense la plus inutile du budget, et la moins discutée.
- **Un pays moins endetté négocie ses taux** au lieu de les subir, et choisit son calendrier au lieu de le recevoir des marchés.
- **Et une génération qui n'hérite pas d'une facture** peut faire ses propres choix. C'est la seule façon honnête de parler d'avenir à ceux qui ont vingt ans aujourd'hui.
- **Le chemin passe par la production, pas par la coupe.** C'est pourquoi le premier engagement du programme est industriel : on ne rembourse pas une dette en rétrécissant l'économie qui doit la porter.

LE LIEN AVEC TOUT LE RESTE

Chaque engagement de ce programme coûte, et aucun ne tient si la charge d'intérêts continue de grossir. La dette n'est pas un chapitre : c'est la condition des quinze autres.

100 Md€

le découvert visé en fin de mandat, au lieu de 152

Une trajectoire budgétaire ne se juge pas à ses courbes mais à ce qu'elle autorise ou interdit dans une vie : une école qui ouvre, un hôpital qui recrute, une retraite qui tient.

Voici cinq situations, et ce que la dette y change.

- Réduire le découvert de moitié, sans promettre l'équilibre.
- Publier les trois scénarios, y compris le mauvais.
- Envoyer à chacun son relevé annuel.

Cinq situations, cinq effets

Ce que le programme fait à cinq endroits.



Un contribuable

convaincu de tout payer

Son relevé annuel lui montre ce qu'il verse et ce qu'il reçoit. Le débat cesse d'être une bataille d'impressions.



Une jeune de 20 ans

qui héritera de la dette

Le poids de la dette redescend vers 95 % en trente ans dans le scénario central, au lieu de monter indéfiniment.



Un hôpital

qui attend des postes

Moins d'intérêts payés, c'est plus de marges pour le soin. Chaque milliard d'intérêts est un milliard qui ne recrute personne.



Un épargnant

6 500 Md€ d'épargne française

Son argent finance des entreprises qui produisent ici plutôt qu'une dette étrangère, et il garde sa garantie.



Un maire

qui vote son budget

Tout transfert de fiscalité est compensé de façon intégrale et dynamique, par une compensation dynamique inscrite dans la loi.

« Vos comptes ne tiennent pas »

C'est l'objection la plus sérieuse, et la seule qui compte vraiment. Nous y répondons par la méthode plutôt que par l'aplomb : **chaque mesure est chiffrée, chaque recette est nommée, et les trois scénarios sont publiés, y compris celui où la croissance ne vient pas.**

Et le calendrier fait le reste : les économies sont concentrées d'emblée, les dépenses nouvelles montent progressivement. **C'est ce décalage qui permet d'atteindre 3 % en fin de mandat**, pas un coup de baguette la dernière année.

- « Vous allez couper dans les services » : non, on allège les strates de gestion, pas les équipes.
- « La TVA va tout payer » : elle ne couvre qu'environ 26 Md€ sur 70, et elle frappe aussi les importations.
- « Les chiffres sont invérifiables » : ils sont publiés, hypothèses comprises, et suivis par un collège indépendant.

Les trois objections, une par une

Elles reviendront à chaque débat. Autant y répondre ici, par écrit.

- « **Vos hypothèses sont optimistes.** » Le scénario central retient 1 % de croissance, ce qui n'est pas un pari. Et le scénario à croissance nulle est publié à côté.
- « **Vous ne réduisez pas la dette.** » Pas en euros, et nous l'écrivons. Nous réduisons son poids, qui est la seule grandeur qui décide de notre liberté d'agir.
- « **C'est encore de l'austérité.** » L'austérité coupe dans les services ; ici on coupe dans les étages de gestion et on réinvestit dans le soin, l'école et la sécurité. L'effort porte sur l'organisation, pas sur les agents.

CE QUE NOUS NE CACHONS PAS

Le coût complet du cap de compétitivité, estimé à 70 Md€, reste une estimation à confirmer par microsimulation : c'est pourquoi le programme n'en engage d'emblée que 80 %. C'est écrit dans le programme, pas découvert après.

Une dette qu'on ne regarde pas grandit quand même.

Le silence sur la dette n'est pas de la prudence, c'est un transfert : on laisse la facture à ceux qui n'ont pas voté. La dire, la chiffrer et publier le mauvais scénario est la première marque de respect qu'un programme doit à ses lecteurs.

Ce qui se passe dès l'élection

Rien de tout cela ne vaut sans calendrier ni contrôle.

- **Fondations, 2027-2028** : les économies sont engagées d'emblée et montent vite, les dépenses nouvelles progressivement.
- **Ajustement, 2029-2031** : montée en charge, plein rendement des recettes, seuil des 3 % atteint.
- **Le relevé annuel du citoyen** envoyé dès la première année : les données existent déjà.
- **Un collègue indépendant** valide et suit chaque ligne, et publie ses écarts.
- **Et si une ligne ne tient pas, elle est révisée en public.**

COMMENT VÉRIFIER

Trois chiffres, publiés chaque année : le déficit en euros, le poids de la dette dans le produit intérieur, et l'écart entre le chiffrage annoncé et le réalisé.

Chaque chiffre a sa source

Rien à croire, tout à vérifier, les numéros (1) au fil des pages renvoient ici.

(1) Insee, comptes des administrations publiques, 29 mai 2026 : dette 3 460,5 Md€ fin 2025, 115,7 % du PIB ; déficit 152,5 Md€. Insee, dette trimestrielle, 25 juin 2026 : 3 536,1 Md€ et 117,5 % fin mars 2026.

(2) Agence France Trésor, chiffres clefs de la dette de l'État, août 2026 : taux moyen pondéré des OAT émises en 2026, 3,47 %. Banque de France, projections du 16 juin 2026 : inflation 2,5 % en 2026, puis 1,7 et 1,8 %

(3) Insee, comptes des administrations publiques, 29 mai 2026 : intérêts 64,7 Md€ pour toutes les administrations ; Cour des comptes, avril 2026 : 51,58 Md€ pour l'État seul.

(4) Banque de France, épargne et patrimoine financiers des ménages, 21 mai 2026 : encours 6 590,5 Md€ fin 2025, flux net 128,4 Md€ ; au 31 mars 2026, 55,9 % des titres de dette de long terme des administrations publiques sont détenus par des non-résidents.

(5) Agence France Trésor, chiffres clefs, août 2026 : taux moyen pondéré des OAT émises en 2026, 3,47 %. Banque de France, projections du 16 juin 2026 : inflation 2,5 % puis 1,7 et 1,8 %.

Nous avons besoin de vous

Ce programme ne demande pas d'être cru : il demande d'être vérifié. Et il ne se fera pas seul.

- **Nous avons besoin des élus locaux**, qui rouvrent les commerces, accueillent les usines et connaissent leur territoire mieux que Paris. Et d'abord de 500 d'entre eux, pour que cette candidature existe.
- **Nous avons besoin des syndicats**, parce que la durée du travail, la pénibilité et les retraites ne se règlent pas par ordonnance. Elles se négocient, ou elles ne tiennent pas.
- **Nous avons besoin des Français**, qui votent, qui produisent, et qui feront vivre ou mourir ce texte. Aucun des trois ne suffit seul.
- **Et sur ce sujet en particulier**. Un budget ne se tient pas sans les élus qui votent les crédits, ni sans les Français qui en supportent les choix. Ce que nous publions ici doit pouvoir être contredit.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

Faites-le lire, en main propre ou par message. **Parlez-en autour de vous** : un livret qui parvient à un élu par un habitant de sa commune pèse plus qu'un courrier de campagne. **Vérifiez nos sources** : elles sont datées à chaque page.

Construire plutôt que promettre.

En vingt ans, la France est passée d'une logique de protection à une logique de compensation par l'importation. Notre projet consiste à redevenir un pays qui produit et construit : des entreprises, des logements, des familles, des écoles et de la confiance.

On vous fait confiance, et on vous donne une chance de changer les choses. Le programme complet, chaque euro classé et chaque chiffre sourcé, est dans le livre et dans la version courte.

XAVIER BALDUINI

WWW.PETITPREAMBULE.FR